



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
DEVELOPMENT CO-OPERATION DIRECTORATE

Février/Mars 2005

Aider mieux

Article par M. Donald Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, et M. Richard Manning, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Pour plus d'informations veuillez contacter:

Josephine Pagani
Responsable de la communication OECD DAC
Tel: +33 (0)1 45 24 15 59
Portable: +33 (0)6 74 59 67 62
Josephine.pagani@oecd.org



Les gouvernements et les institutions internationales de toutes les régions du monde s'apprêtent à se réunir à Paris pour poursuivre ce qui s'annonce déjà comme une année exceptionnelle en ce qui concerne l'aide.

L'année 2005 sera l'année de la lutte contre la pauvreté.

La question de la pauvreté dans le monde, et plus particulièrement en Afrique, a été au centre des débats du Forum économique mondial de Davos, qui s'est tenu en janvier. Le Royaume-Uni accueillera en juillet le sommet du G8, dont les principaux thèmes seront probablement le changement climatique et la pauvreté sur le continent africain. Enfin, en septembre, le Sommet du millénaire organisé par les Nations unies fera le point sur les progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement fixés en 2000, qui visent avant tout à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015.

Selon un récent rapport établi par une équipe des Nations unies conduite par Jeffrey Sachs, il faudrait que les donateurs doublent leur aide d'ici 2015 pour faire réellement reculer la pauvreté dans le monde. Si les budgets consacrés à l'aide ont augmenté ces deux dernières années pour atteindre 70 milliards USD en 2003, les gouvernements doivent encore convaincre les contribuables et les détracteurs de l'aide, dont l'opinion reste marquée par certaines pratiques répréhensibles du passé, qu'il est fait bon usage des deniers de l'aide. Comment espérer sinon mobiliser le surcroît d'aide dont il est question ?

Certes, l'aide n'est qu'un élément d'un tout. Il n'y aura pas de progrès si les pays pauvres ne consentent pas eux-mêmes un effort, en particulier pour améliorer le fonctionnement de l'État et combattre la corruption. Il n'y en aura pas non plus si les pays riches n'engagent pas les réformes, notamment commerciales, qui s'imposent pour donner aux pays pauvres une chance de subvenir à leurs propres besoins. L'aide compte néanmoins, et il faut tirer le maximum de chaque dollar dépensé de façon à induire une réelle amélioration des conditions de vie des plus démunis.

L'aide a longtemps été envisagée comme un acte de générosité à l'échelle planétaire, où 'nous' tendions la main vers 'eux', avec des résultats mitigés. Aujourd'hui, nous préférons prêter main forte aux pays pauvres et appuyer les efforts qu'ils déploient eux-mêmes pour mettre un terme à la pauvreté.

Trop souvent, si l'aide extérieure qui arrive dans les pays en développement relève de bonnes intentions, elle ne fait pas assez cas de ce que les pays souhaitent vraiment et n'accorde pas suffisamment de place à la coordination entre les donateurs. Et la pilule est parfois amère aussi bien pour les bénéficiaires de l'aide que pour les contribuables qui la financent.

On dénombre aujourd'hui plus de 60 000 projets d'aide dans le monde en développement, qui s'assortissent souvent de procédures administratives particulières fixées par les donateurs. Quelque 85 % de ces projets ont un coût inférieur à 1 million USD, ce qui impose une lourde charge aux pays pauvres, dont l'administration n'est pas en mesure de traiter ces demandes, et ne les aide pas à mettre en place leurs propres systèmes. Lorsque les projets touchent à leur fin, il est rarement possible d'en pérenniser les résultats.



Pour un pays africain type, ce mode d'acheminement de l'aide se traduit dans la pratique par des milliers de rapports et plus de mille nouvelles missions annuelles consacrées à l'analyse préalable, au suivi et à l'évaluation. Chaque mission donne lieu à des entretiens avec de hauts fonctionnaires et à chaque fois le gouvernement est invité à formuler des commentaires sur les rapports.

Il y a tout lieu de penser que ces approches, menées à l'initiative des donateurs, ne sont pas étrangères aux médiocres performances de l'aide au développement.

Or, la solution au problème n'est pas de réduire l'aide, mais de mieux la raccorder aux priorités établies au plan local, d'aider les pays à se doter de systèmes performants et d'harmoniser et simplifier les dispositifs d'acheminement de l'aide.

C'est ce qui commence à se passer. En 2003, une douzaine de donateurs se sont unis au gouvernement du Bangladesh pour garantir un programme quinquennal dans l'enseignement de base, et se sont entendus pour acheminer leurs fonds par un seul canal, ce qui a permis une réduction spectaculaire des coûts. L'année dernière, seize pays donateurs ont conclu un accord comparable avec le Mozambique dans l'optique de centraliser leur aide et de venir appuyer les objectifs de réduction de la pauvreté fixés par les autorités.

C'est pour obtenir des résultats, et en particulier pour améliorer le sort des pauvres, que l'on cherche à parfaire les modalités d'acheminement de l'aide. L'accès à l'eau salubre, l'accès à l'éducation pour tous les enfants et la réduction de la mortalité infantile comptent parmi les objectifs à atteindre, et c'est dans cette optique que nous, à l'OCDE, demandons aux donateurs de gérer le processus global de l'aide de façon à l'axer plus résolument sur les résultats, et non sur ses composantes ou les dispositifs existants.

La semaine prochaine, le Forum de Paris rassemblera près de soixante pays et une cinquantaine d'institutions. Les pays africains siègeront aux côtés des pays les plus riches de la planète. Ensemble, ils s'appliqueront non seulement à réfléchir aux moyens de rendre l'aide plus efficace, mais aussi à s'accorder sur les moyens de vérifier que des avancées sont obtenues. Pays riches et pauvres seront appelés à rendre des comptes, et leur action sera évaluée à nouveau d'ici quelques années.

Il est encore techniquement envisageable de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. Mais les chances s'amenuisent de jour en jour.

L'année 2004 s'est achevée sur une catastrophe naturelle qui a laissé la planète sous le choc. Elle a montré que partout dans le monde l'opinion répond présente lorsqu'elle est confrontée à la détresse humaine. Elle a aussi rappelé qu'en matière d'aide, rien ne se fait sans coordination. L'année 2005 commence à Paris dans l'espoir d'un réel progrès vers une aide plus efficace. C'est seulement ainsi que nous démontrerons à l'opinion publique que l'aide donne des résultats, et qu'augmenter l'aide c'est investir dans notre futur.

Donald J. Johnston
Secrétaire général de l'OCDE

Richard Manning
Président Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE